



Camps et murs

Sélection bibliographique

Novembre 2015

INTRODUCTION

Depuis le mois de septembre 2015, plusieurs dizaines de réfugiés vivent dans un camp de fortune au Parc Maximilien de Bruxelles, à quelques mètres de l'Office des Etrangers... Un fait d'actualité nommé par les médias « la crise des réfugiés »

Je pense invariablement au « mot » de Coluche : *Je ne vois pas en quoi c'est une crise. Depuis que je suis petit, c'est comme ça.*

Pour mieux appréhender cette question et nous forger une opinion plus argumentée, nous avons réunis ici quelques documents sous forme d'une courte bibliographie, d'une longue webographie et de deux articles critiques.

Les angles d'approche en sont

- Données factuelles : nombre de camps, kilomètres de murs
- Données géopolitiques (utilisation des cartes)
- Données économiques (à qui profite la situation ?)
- Données humaines (témoignages)

Bonne lecture !



BIBLIOGRAPHIE

NOVOSSELOFF Alexandra, NEISSE Frank, **Des murs entre les hommes**, LA DOCUMENTATION FRANCAISE, 2007, 212 p. Cote : GEOPOL nov

Huit murs, huit séparations entre les peuples, huit morceaux d'histoire... A la fois carnet de voyage et reportage photographique, cet ouvrage est aussi un essai de géopolitique... Son grand intérêt est non seulement de nous montrer la dureté de l'existence de ceux qui vivent auprès de ces murs, mais aussi de faire réfléchir sur la réalité de notre monde violent et chaotique.

AGIER Michel, LECADET Clara, **Un monde de camps**, La Découverte, 2014, 424 p.
Cote : GEOPOL agi

Les camps se multiplient et se banalisent partout sur la planète. Ils sont aujourd'hui des milliers, dessinant peu à peu un nouveau paysage mondial. Gouvernements nationaux et agences internationales adoptent de plus en plus systématiquement cette solution pour « regrouper » les réfugiés humanitaires, pour « parquer », faire « transiter », « retenir » ou mettre à l'écart les « déplacés » et les migrants, les « clandestins » et autres indésirables.

Douze millions de personnes vivent ainsi dans ces camps, des millions d'autres dans des campements de fortune, au creux des forêts, dans les interstices des villes, le long des frontières ; d'autres encore sont piégées dans des centres de rétention, des zones d'attente ou de transit. Si ces « hors-lieux » sont des espaces de parias, nombre d'entre eux s'inscrivent dans la durée et se transforment au fil du temps : la vie s'y renouvelle, s'y attache, et l'emporte le plus souvent sur la mort ou le dépérissement.

En vingt-cinq monographies qui forment une sorte de tour du monde des camps (du plus ancien, à Chatila au Liban, au plus grand, à Dadaab au Kenya, qui regroupe 450 000 habitants, en passant par le plus informel, à Canaan en Haïti, ou le plus précaire, à Calais), cet ouvrage fait découvrir la vie intime et quotidienne de leurs habitants. Loin d'être l'« exception » que l'on évoque généralement dans un cadre humanitaire ou sécuritaire pour en justifier l'existence, les camps font durablement partie des espaces et des sociétés qui composent le monde aujourd'hui.

RODIER Claire, **Xénophobie Business : A quoi servent les contrôles migratoires ?**, La Découverte (Cahiers libres), 2012, 194 p. Cote : I POL rod

Les gouvernements se suivent, mais la chasse aux étrangers continue de plus belle dans l'Union européenne. Les expulsions, la rétention et les contrôles aux frontières extérieures ne cessent ainsi de se durcir sous couvert d'arguments sécuritaires. Et si les véritables motivations de cette évolution étaient ailleurs ? C'est ce que suggère l'auteur, journaliste engagée, en braquant les projecteurs sur les multiples intérêts servis par cette politique consensuelle parmi les Vingt-Sept (une fois n'est pas coutume !). Un vaste marché de la sous-traitance dont profitent diverses multinationales de l'armement et de la sécurité - dont certaines, comme G4S ou GEO, sont totalement inconnues du grand public -, mais aussi certains états pauvres de la périphérie, en passant par des agences parapubliques comme Frontex. A travers la question migratoire, c'est l'association, a priori paradoxale, entre les logiques néolibérales et les logiques sécuritaires qui est ici mise en évidence.



Webographie

Dernière consultation le 28/09/2015

DONNEES FACTUELLES : NOMBRE DE CAMPS, KILOMETRES DE MURS

<http://bigbrowser.blog.lemonde.fr/2014/11/08/ou-se-situent-les-autres-murs-du-monde/>

Vingt-cinq ans après la chute du mur de Berlin, combien d'autres fortifications ou démarcations dénombre-t-on dans le monde ? "En 1989, il y avait environ onze murs, barrières ou clôtures dressés", aujourd'hui, on en compte une cinquantaine. Ce chiffre correspond à 8 000 kilomètres de murs bâtis en vingt-cinq ans.

DONNEES GEOPOLITIQUES (UTILISATION DES CARTES)



Le dessous des cartes : UE, migrants, frontières

<https://www.youtube.com/watch?v=z-h7mnPiBG8>

https://www.google.com/maps/d/viewer?mid=z35lfrP6C78l.kgybqbf3hqFo&hl=en_US

Les murs murent le monde : carte géographique

<http://www.chaos-contrôle.com/archives/2013/04/27/27021808.html>

[Les murs de la honte : Murs et barrières de sécurité du monde](#)

Textes, cartes et photos

<http://www.ritimo.org/Ressources-documentaires-sur-les-murs>

[Dossier : un monde qui s'emmure](#)

http://www.eduki.ch/fr/doc/dossier_murs.pdf

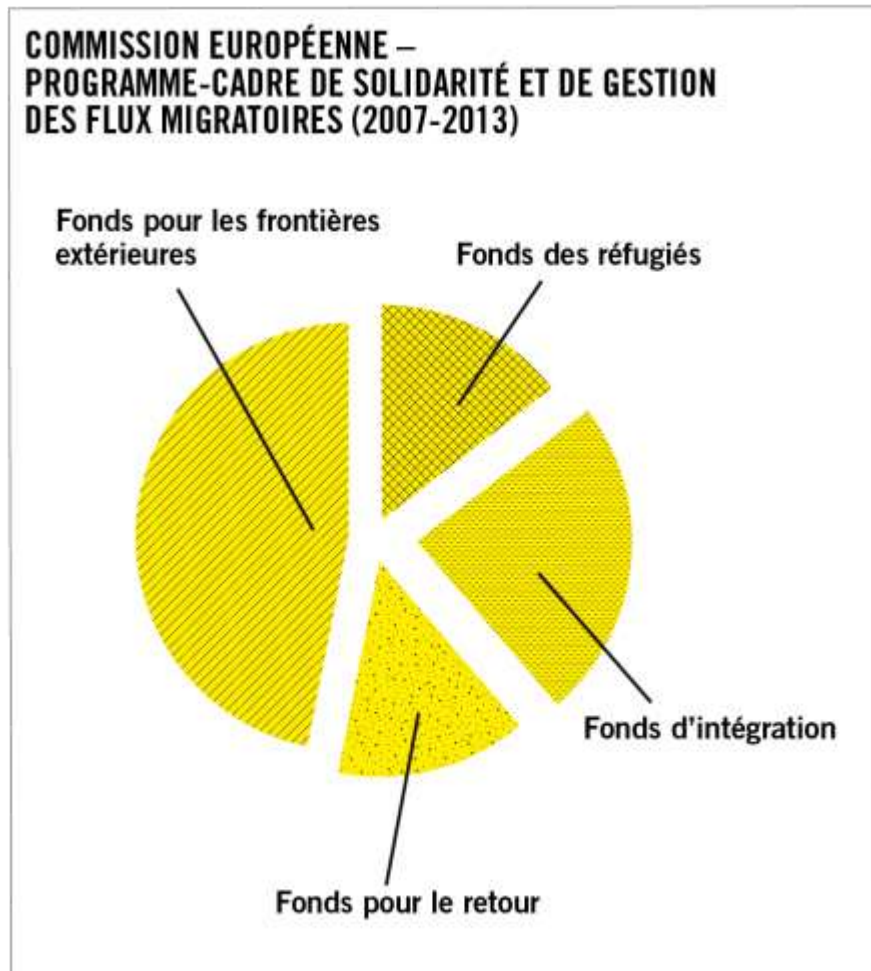
Un dossier pédagogique et deux activités

<http://www.la-croix.com/Actualite/Monde/L-Europe-est-elle-une-forteresse-pour-les-migrants-2014-01-17-1091712>

Autour des enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla, au nord du Maroc, des clôtures couronnées de barbelées ont été érigées au début des années 2000, respectivement sur 8 et 12 km de long. L'Europe cherche à se barricader de plus en plus en dressant des murs à ses frontières pour enrayer l'afflux de migrants.



DONNEES ECONOMIQUES



<http://www.amnesty.fr/Nos-campagnes/Refugies-et-migrants/Actualites/Le-cout-humain-de-la-Forteresse-Europe-12103>

L'UE continue de se barricader derrière des murs, physiques, politiques ou juridiques. Cette forteresse qui s'érige met en danger les hommes, femmes et enfants qui se présentent à nos frontières, et ne respecte ni leur dignité, ni leurs droits.

<http://www.courrierinternational.com/chronique/2012/10/04/les-secrets-de-la-forteresse-europe>

L'UE cherche sans cesse à renforcer la surveillance de ses frontières extérieures, en utilisant des technologies toujours plus coûteuses. Mais sont-elles efficaces ? Et qui, dans nos démocraties, contrôle les contrôleurs ?

<http://www.24heures.ch/monde/La-forteresse-Europe-coute-cher-aux-contribuables/story/18649789>

Les pays de l'Union européenne ont dépensé 11,3 milliards d'euros depuis 2000 pour renvoyer les migrants illégaux et 1,6 milliard d'euros pour assurer la protection des frontières de l'Europe, révèle une enquête menée par un consortium de journalistes européens publiée jeudi dans 16 pays.



DONNEES HUMAINES (TEMOIGNAGES)

La frontière de Calais https://www.youtube.com/watch?v=_9ZPHcKY1Is

<http://alternatives-economiques.fr/blogs/gadrey/2015/09/25/migrants-perdus-en-mer-ce-sont-nos-enfants-par-aminata-traore/>

... Nombreux sont ceux dont on ne parle déjà plus, ceux dont on ne parlera jamais, enfouis dans ces fosses communes que sont devenus le désert du Sahara et la Méditerranée...

DROITS DE L'HOMME

<http://www.liguedh.be/toutes-les-activites-de-la-ligue/2431-le-forum-de-midi-droits-des-refugies->

Document audio Ce 26 octobre 2015, le gouvernement vient d'annoncer son intention d'adopter des mesures qui vont vraisemblablement réduire les droits des réfugiés en Belgique.

Tandis que, le bourgmestre de Coxyde souhaite un contrôle plus strict des demandeurs d'asile.

Entretiens avec Malou GAY, directrice adjointe du Ciré (Coordination et Initiatives pour Réfugiés et Etrangers), **Carlos Crespo**, président du Mrax, et **Alexis Deswaef**, Président de la Ligue des droits de l'Homme.

ARTICLES DE PRESSE

Article 1 « Soyons réalistes : 10 raisons d'ouvrir les frontières »

par Michel Agier et François Gemenne In bibliobs.nouvelobs.com

Entre 2000 et 2014, 40.000 migrants sont morts aux frontières, dont 22.000 en tentant de rejoindre l'Europe, qui est aujourd'hui devenue, pour eux, la destination la plus dangereuse au monde. Pour la seule année 2014, plus de 3500 sont morts noyés en Méditerranée.

Le décompte macabre continue chaque jour. Et les survivants sont bloqués aux frontières externes mais aussi internes de l'Europe (comme ces derniers jours entre l'Italie et la France), multipliant les situations de mise à l'écart, de violence et d'humiliation. Cela au nom d'une raison d'Etats européens qui disent répondre aux peurs et aux demandes des habitants pour plus de sécurité, de contentions et d'imperméabilité.

Et pourtant, nous affirmons qu'il serait plus rationnel, plus juste, plus sûr, d'ouvrir les frontières. A l'opposé de l'idée trop répandue dans les médias et les discours politiques, cette proposition n'a rien d'un fantasme naïf et irréaliste. Au contraire : c'est l'ouverture des frontières qui permettrait enfin de sortir d'un engrenage de violences qui a déjà fait des milliers de morts parmi les migrants, et de dessiner un horizon pour un véritable projet politique européen en matière d'asile et d'immigration.



Voici dix raisons pour lesquelles il faut ouvrir les frontières.

1. Parce que fermer les frontières ne sert à rien

Notre premier argument est de bon sens. Le fait migratoire est un fait social, une réalité du monde contemporain, auquel il est absurde de vouloir résister. Vouloir empêcher les migrations est aussi vain que de vouloir empêcher la nuit de succéder au jour. Les gens ne choisissent pas de migrer ou de rester parce qu'une frontière est ouverte ou fermée.

L'idée que la fermeture des frontières puisse limiter les flux migratoires est irréaliste et criminelle, et méconnaît complètement la réalité des migrations. Elle ne fait que rendre les déplacements plus précaires, plus coûteux et plus dangereux, transformant la Méditerranée en charnier. Ouvrir les frontières, c'est avant tout permettre aux gens de migrer dans des conditions sûres et dignes, c'est mettre un terme à la tragédie qui se joue aux frontières de l'Europe.

2. Pour lutter contre les passeurs

Ouvrir les frontières, légaliser les mobilités de tous, c'est tuer dans l'oeuf le business de ceux qui ont fait profession du trafic de cargaisons humaines, en profi tant, de plus en plus et de manière de plus en plus dangereuse, d'une économie de la prohibition. Ouvrir les frontières, c'est la manière la plus efficace de lutter contre les passeurs. C'est permettre aux migrants d'arriver en avion plutôt qu'en bateau.

3. Parce que l'invasion annoncée est un fantasme

Aucune enquête n'a prouvé la véracité des «appels d'air» ou des «invasions» tant annoncés et fantasmés. La construction du mur entre le Mexique et les Etats-Unis n'a nullement ralenti les flux migratoires entre les deux pays, pas plus que l'ouverture de la frontière entre l'Inde et le Népal n'a provoqué d'afflux massifs de migrants, comme l'ouverture des frontières au sein de l'Europe de Schengen.

Ni l'opération de sauvetage Mare Nostrum, menée par l'Italie en 2014, ni les régularisations de migrants en situation irrégulière (600.000 en Espagne en 2005, 500.000 en Italie en 2006, près de cinq millions aux Etats-Unis en 2014, etc.) n'ont jamais provoqué d'augmentation soudaine et significative de la migration «clandestine». Elles ont juste permis de commencer à réconcilier les migrants avec leurs sociétés de départ et de destination.

4. Pour permettre aux migrants de rentrer au pays

Argument paradoxal, et pourtant : ouvrir la frontière, c'est certes laisser entrer le migrant, mais c'est aussi lui permettre de repartir sans inquiétude. Beaucoup de migrants sont aujourd'hui coincés dans leur pays de destination, par peur de ne plus pouvoir y revenir ensuite si jamais ils en sortaient. Ouvrir les frontières rendrait la mobilité plus fluide, et permettrait à des milliers de migrants de rentrer au pays voir une famille qu'ils n'ont parfois pas revue depuis plusieurs années.

5. Parce que les migrants pourront déployer tout leur potentiel économique

Toutes les études montrent que la contribution économique des migrants à leur pays de destination est d'autant plus positive que leur situation y est sûre et légale. Rendre toutes les migrations légales ferait de facto disparaître l'immigration «clandestine», et permettrait aux migrants de déployer leur plein potentiel économique dans le pays d'accueil.

Leur contribution économique est aussi dirigée vers leur pays d'origine: les transferts financiers des migrants vers leurs familles représentent trois fois le montant de l'aide officielle au développement versé par les pays industrialisés. Il est absurde de lier l'aide au développement au contrôle des migrations puisque au contraire, c'est la mobilité qui est un facteur potentiellement puissant de développement.



6. Pour permettre un progrès social

L'embauche des travailleurs étrangers en situation irrégulière dans les pays riches est un «dumping social», l'équivalent d'une «délocalisation sur place»: les pires conditions sociales sont imposées à des travailleurs sans droits. La légalisation des migrants leur donnerait accès aux mêmes droits et aux mêmes rémunérations que les autres salariés.

Elle rendrait visible leur participation à l'économie du pays d'accueil, notamment par leur contribution - et celle de leurs employeurs - aux prestations sociales. Par nature, la migration «illégal» n'existe plus avec des frontières ouvertes. Les situations de précarité administrative disparaissent et les conditions de travail s'améliorent et s'harmonisent.

7. Parce que la liberté de circulation est un droit fondamental

Le droit de quitter son pays est inscrit dans la Déclaration universelle des Droits de l'Homme. C'est une question de liberté et d'égalité. Le destin des uns et des autres est déterminé par l'endroit où ils/elles sont né/e/s. C'est la fermeture des frontières qui crée le privilège du lieu de naissance, cette inégalité insupportable. L'ouverture des frontières reconnaît la légitimité de toute migration, et le droit à la mobilité de chacun.

8. Pour mieux connaître les migrants et mieux protéger ceux qui en ont besoin

Il faut le répéter : ouvrir les frontières, ce n'est pas supprimer les frontières. Soyons légalistes : le fait d'autoriser les libres circulations permettrait de mieux les accompagner, de savoir où vont les migrants et dans quelles conditions. C'est s'assurer que les migrations se déroulent dans les meilleures conditions possibles pour tous, et que ceux qui ont besoin d'être protégés le soient effectivement.

9. Parce qu'il est possible de remettre l'hospitalité au centre de la politique

Des voisins solidaires et mobilisés, un tissu associatif dense capable d'organiser l'accueil des étrangers et aider leur insertion, des villes qui créent de meilleures conditions de logement en centres d'accueil pour les errants : telles sont les formes d'une hospitalité sans condition qui existent déjà dans la société et qu'un gouvernement aurait la possibilité de mobiliser et d'aider, à l'opposé de la guerre aux migrants qui forme aujourd'hui le régime officiel de pensée et d'action.

10. Pour réaffirmer l'unité de l'Homme

Dans les années 1930, les juifs ou les exilés espagnols étaient devenus des «indésirables». Aujourd'hui, face au retour de l'idée qu'une partie des humains sont indésirables, nous avons le choix de réaffirmer l'unité de l'Homme et traduire cette idée en politique. Contre l'obscurantisme, il s'agit simplement de relancer l'humanisme.

Article 2 Crise de l'asile | Bart De Wever, nouveau défenseur de nos droits sociaux ? par Riet Dhont in solidaire.org

Selon Bart De Wever, il faudrait « fermer l'arrière-porte de l'Europe » et envisager un « statut spécial pour les réfugiés ». Entre les lignes : l'Europe n'aurait aucune responsabilité dans la crise actuelle de l'asile, et le patron de la N-VA serait devenu un défenseur de notre sécurité sociale. Ah bon ?

Jeudi 29 août, invité à l'émission Terzake sur la VRT, le bourgmestre d'Anvers commentait la crise européenne de l'immigration. Selon lui, il faut « fermer l'arrière-porte de l'Europe ». Comprenez :



L'Europe et particulièrement la Belgique, n'auraient aucune responsabilité dans les flux migratoires actuels.

Les réfugiés qui arrivent en Belgique fuient la guerre

S'il n'y a jamais eu autant de réfugiés depuis la Seconde Guerre mondiale, c'est parce qu'il n'y a jamais eu autant de conflits et de guerres.

En ce moment, il y a dans le monde presque 60 millions de réfugiés, le plus grand nombre depuis la Seconde Guerre mondiale. Une partie de ces réfugiés arrive en Europe et en Belgique. D'après les chiffres sur les réfugiés qui arrivent en Belgique, on voit que la plupart viennent de Syrie, ensuite d'Irak, puis d'Afghanistan et de Somalie. Tous fuient la guerre. Ce sont souvent des guerres oubliées comme celle en Irak où des centaines de personnes meurent encore tous les jours, bombardées par l'Etat Islamique ou abattues par des milices sectaires.

En Syrie, c'est le chaos. La population subit les bombardements de l'EI, d'autres groupes rebelles et les ripostes de l'armée syrienne. Plus de 4,2 millions de Syriens sont en fuite, 270 000 d'entre eux ont afflué en Europe. Cela signifie que 4 millions de familles syriennes résident dans les pays voisins comme la Turquie, la Jordanie et le Liban. En plus de cela, plus de 7 millions de familles syriennes sont réfugiées dans leur propre pays.

En Irak, c'est la guerre depuis plus de vingt ans. Les États-Unis et nos pays européens en portent directement la responsabilité. Depuis l'Europe, 320 000 tonnes de matériel de guerre ont été transportées vers cette zone de conflits. Le port d'Anvers en était une plaque tournante. Les bombardiers belges ont été très actifs là-bas. L'Irak est totalement détruit et divisé. 3,1 millions d'Irakiens fuient les attaques de l'EI. Ils fuient principalement vers des régions éloignées de l'Irak même et vers les pays voisins comme l'Iran et le Pakistan. Au cours de l'année dernière, 70 000 Irakiens faisaient une demande d'asile en Europe.

L'Arabie Saoudite armée jusqu'aux dents... par la Belgique

S'il n'y a jamais eu autant de réfugiés depuis la deuxième guerre mondiale, c'est aussi parce qu'il n'y a jamais eu autant de conflits et de guerres. Nos pays européens, avec les États-Unis et l'OTAN jouent un rôle actif dans ces conflits, entre autres en Irak, en Syrie et en Afghanistan. Le Moyen-Orient doit être sous contrôle de l'Occident avec, comme piliers, Israël, l'Arabie Saoudite et le Qatar. Ces pays reçoivent massivement de l'aide de l'Occident.

La Belgique a fourni pour 1,17 milliard d'armes et munitions à l'Arabie Saoudite, pilier militaire du mouvement salafiste radical

L'Arabie Saoudite a déclenché une guerre au Yémen, mais cela n'a pas empêché les pays européens d'y fournir pour 17,3 milliards d'euros d'armes entre 2008 et 2012. La Belgique y a participé pour 1,17 milliard. Pour l'Arabie Saoudite, la Belgique est le principal fournisseur de munitions et le second fournisseur d'armes légères. L'Arabie Saoudite est armée jusqu'aux dents, malgré le fait qu'elle est un des principaux piliers militaires des mouvements salafistes radicaux depuis des décennies. En mars 2014 une importante mission commerciale est allée en Arabie Saoudite qui n'a pas dit un seul mot sur la très dure répression intérieure.

L'Europe ne doit-elle pas d'abord cesser d'intervenir dans ces conflits ? La Belgique ne doit-elle pas d'abord cesser de fournir des armes à l'Arabie Saoudite ? Tant que ces guerres dureront, il y aura des réfugiés. Même si la Hongrie construit un mur, même si la police intervient durement en Macédoine, même si Bart De Wever veut les arrêter aux frontières de l'Europe...



Bart De Wever surfe sur l'inquiétude sociale en Belgique

Les images des journaux télévisés montrant des familles qui supportent une pluie de coups de matraques pour pouvoir entrer en Europe ne laissent personne indifférent. La solidarité avec les réfugiés augmente, dans de nombreuses villes au nord comme au sud du pays.

Par ailleurs, l'inquiétude augmente aussi. Y aura-t-il encore de l'argent pour les allocations familiales, pour les soins de santé, pour des logements sociaux ? Dans ce climat d'inquiétude, Bart De Wever propose de créer un statut spécial pour les réfugiés. C'est osé : celui qui attaque jour après jour notre sécurité sociale serait devenu tout à coup celui qui veut la défendre.

Y aura-t-il encore de l'argent pour les allocations familiales, pour les soins de santé, pour des logements sociaux ?

Il y a des décennies, tout comme d'autres pays européens, la Belgique a ratifié un traité pour les réfugiés : elle s'est engagée à traiter et à assister les réfugiés régularisés qui résident sur notre territoire de la même façon que ses habitants.

Ainsi les réfugiés régularisés ont le droit d'avoir des moyens d'existence. Ils ont le droit d'avoir une allocation d'existence, (pour le moment sous les normes minimum européennes), une sécurité sociale (mutuelle, allocations familiales...). Ils ont le droit au travail.

Les réfugiés qui ne sont pas encore régularisés (en cours de procédure) ont eux le droit d'être logés, nourris, blanchis. Ils n'ont aucune aide financière et ne peuvent pas travailler. Ils ne reçoivent qu'un accueil, de la nourriture dans un centre d'accueil, ou dans des initiatives locales d'accueil dans les communes, avec l'aide des CPAS. Les personnes sans papiers n'ont aucun droit.

Si De Wever veut introduire un statut à part pour les réfugiés régularisés, que veut-il en fait ? Encore moins qu'une allocation d'existence ? Moins de droit à la protection sociale ? Moins de droit au travail ?

De Wever veut semer la discorde entre la population et les réfugiés. Le statut à part qu'il veut créer sera une catastrophe pour tout le monde. Les gens devront travailler pour des moindres salaires, en noir, dans des conditions inhumaines. Cela mettra la pression sur l'ensemble de la population active.

De Wever veut semer la discorde entre la population et les réfugiés

Le gouvernement avec De Wever comme premier ministre de l'ombre, réalise déjà des économies drastiques sur les allocations de chômage pour les jeunes, sur la subvention du secteur social avec comme résultat 15 % de licenciements, ainsi que des économies sur les soins de santé et la sécurité sociale. C'est l'ensemble population qui en est la première victime. L'inégalité entre 99 % de la population qui doit faire rentrer de l'argent et 1 % de la population qui possède toutes richesses devient de plus en plus criante. Et cela, alors qu'il n'y a jamais eu autant d'argent dans le monde. 700 milliards d'euros dorment dans les comptes en banque.

Les réfugiés appauvrissent-ils nos communes et nos CPAS ?

Quand on demande à nos communes d'accueillir une seule famille de réfugiés, elles sont totalement indemnisées pour cela par les autorités fédérales. Le bourgmestre de Wingene (Flandre



occidentale) témoignait du fait que la commune épargne même une petite somme là-dessus. L'indemnisation de l'autorité fédérale, à peu près 3 200 euros va directement à la commune. Elle décide alors comment elle accueille et accompagne la famille. L'argent provient d'un fonds spécial de réserve pour l'accueil de réfugiés. Avec cet argent, la famille reçoit un logement, (pas un logement social), une allocation d'existence et l'accompagnement nécessaire pour s'intégrer le plus vite possible, pour chercher du travail et pour scolariser les enfants.

POUR ALLER PLUS LOIN

Deux bibliographies complémentaires à consulter en ligne

Parcours d'accueil des primo-arrivants : parcours d'obstacles ou rencontre entre cultures ? <http://www.collectif-alpha.be/rubrique246.html>

Le droit d'asile http://www.collectif-alpha.be/IMG/pdf/Droit_asile.pdf

